

Ain Temouchent: études des schémas directeurs de l'eau potable et de l'assainissement en 2015



AIN TEMOUCHENT - Les études des schémas directeurs de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement à travers la wilaya d'Ain Temouchent seront lancés cette année, a-t-on appris mercredi de la direction des ressources en eau (DRE).

Inscrites au titre du programme d'action 2015, ces opérations doteront la wilaya d'instruments à même d'améliorer et d'assurer une "bonne distribution de l'eau potable à travers l'ensemble des zones de la wilaya et de couvrir ces zones en réseaux d'assainissement", a-t-on indiqué de même source.

A la faveur de l'exploitation, depuis novembre 2009, de la station de dessalement de Chatt El Hillal (Beni Saf), l'approvisionnement en eau potable a enregistré une avancée jugée appréciable dans cette wilaya où le ratio quotidien par habitant a atteint un volume de 250 litres/jour, a-t-on ajouté.

Sur les 28 communes que compte la wilaya, 26 sont approvisionnées en eau potable en H24.

Lors de la dernière visite du ministre des Ressources en eau dans la wilaya, il a été décidé d'élargir ce système aux deux communes restantes, Oulhaça et Bouzedjar, avant la fin de l'année en cours, a-t-on signalé, rappelant que l'Algérienne des eaux (ADE) gèrera les réseaux des 28 communes d'ici la fin de l'année. Elle prend en charge, actuellement, 20 collectivités locales.

L'Office national de l'assainissement (ONA), qui gère les réseaux de 27 communes, couvrira la commune de Oulhaça cette année.

Avec une enveloppe financière globale de 800 millions DA, le programme d'action 2015 comporte, également, deux autres opérations portant respectivement sur la réhabilitation des petits barrages et retenues collinaires endommagés par les inondations dont celui de Meftah.

S'agissant du plan quinquennal (2009-2014), la wilaya d'Ain Temouchent a lancé 36 opérations sur 37 programmées pour un coût global de 20,511 milliards DA. Les 36 opérations en cours ont nécessité une enveloppe de 20,311 milliards DA.

Pour ce qui est de l'épuration des eaux usées et leur exploitation pour l'irrigation des terres agricoles, la wilaya d'Ain Temouchent, qui compte six lagunes et trois stations d'épuration (STEP), doit, selon le ministre des Ressources en eau, "doubler son objectif en faisant passer la superficie irriguée, actuellement de 5.500 ha, soit 3 % de la superficie agricole utile (SAU), à 11.000 ha, soit 6 % de la SAU, a-t-on encore indiqué.

Des études seront lancées, dans ce sens, dans le cadre de la stratégie nationale portant sur l'économie des eaux conventionnelles, a-t-on annoncé.

TIZI OUZOU : CONDUITE PAR LE SG DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Une délégation interministérielle passe au scanner l'état d'avancement de plusieurs projets structurants

Une importante délégation interministérielle, composée des secrétaires généraux des ministères de l'Environnement, des Travaux publics, des Ressources en eau, ainsi que du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a effectué, hier, une visite de travail dans la wilaya de Tizi Ouzou, où elle s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de réalisation de plusieurs projets relevant des quatre départements ministériels.

Conduite par le secrétaire général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Ahmed Adli, la délégation ministérielle a inspecté, en compagnie du premier magistrat et du P/APW de Tizi-Ouzou, respectivement MM. Abdelkader Bouazghi et Hocine Haroun, les chantiers de réalisation de la pénétrante autoroutière à partir de Tizi-Ouzou vers l'autoroute Est-Ouest via la wilaya de Bouira, le centre d'enfouissement technique de Oued Falli, le chantier de réalisation d'un lycée de 800 places à la nouvelle ville de Tizi-Ouzou, des travaux de modernisation de la RN12 à hauteur de Chaoufa (Tizi-Rached), de la réalisation de la station d'épuration, de la déviation de la ville d'Azagza, du site actuel de la décharge publique de la même ville, des travaux du gaz au village Tamaassit et le site du futur centre d'enfouissement tech-



nique intercommunal Aghribs-Freha. Cette délégation a comme mission d'évaluer l'état d'avancement de certains projets structurants relevant des quatre départements ministériels représentés et qui auront un

impact immédiat sur l'amélioration du cadre de vie du citoyen et le développement local. Cette visite s'inscrit également dans le cadre du suivi permanent des projets inscrits à l'indicatif de la wilaya qui faut-il le rap-

porter, a bénéficié d'un important programme de développement, dont plusieurs projets structurants sont en cours de réalisation. Tout au long de cette visite et au niveau de tous les chantiers inspectés par la délégation interministérielle de haut niveau, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales n'a pas cessé d'insister sur l'impérative nécessité d'accélérer les travaux de réalisation de ces projets afin de permettre leur mise en service dans les meilleurs délais et ce, eu égard à l'importance de ces infrastructures en cours de réalisation à l'instar de la pénétrante autoroutière Tizi-Ouzou-autoroute Est-Ouest, la modernisation de la RN12 ainsi que les centres d'enfouissements techniques et le gaz naturel. Sur le site de l'implantation actuelle de la décharge publique des ordures ménagères se trouvant tout prêt de la forêt de Yakouren, le secrétaire général du

MICL a ordonné sa fermeture et a exhorté les autorités locales de la commune d'Azagza à trouver un terrain approprié pour la réalisation d'une décharge contrôlée et protégée par la forêt de Yakouren d'une pollution certaine si cette décharge publique n'était délocalisée. «Nous sommes disposés à mettre tous les moyens, aussi bien financiers qu'humains, pour que vous mettiez fin à cette décharge», s'est-il adressé aux autorités locales présentes sur les lieux.

Sur le chantier des travaux gaz à Aghribs, nord du chef-lieu de wilaya de Tizi-Ouzou, le représentant de la délégation interministérielle a également invité les autorités locales de la wilaya de Tizi-Ouzou à redoubler d'efforts pour que tous les villages de cette commune, soient tous raccordés au gaz naturel avant la prochaine saison hivernale.

Bel. Adrar

Un nouveau siège pour le contrôle technique hydraulique

Khaled Boumediene

Un nouveau siège de direction Sud-Ouest de l'organisme national de contrôle technique de la construction hydraulique (CTH) a été inauguré par le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, à Bab El-Khemis dans la commune de Tlemcen, lors de sa visite de travail et d'inspection, effectuée dimanche dernier dans la wilaya de Tlemcen. "L'organisme de contrôle technique de la construction hydraulique a été créé par décret présidentiel en 1986. Il est chargé du contrôle technique des travaux de réalisation des ouvrages hydrauliques visant le respect des normes et règles usuelles de construction en vue de la normalisation des risques d'effondrement et la responsabilité décennale, du suivi et l'assistance technique aux maîtres d'ouvrages pour l'exécution des travaux de réalisation des ouvrages et infrastructures hydrauliques en vue d'une meilleure maîtrise des coûts et des délais d'exécution, de

l'expertise et du diagnostic des ouvrages et installations hydrauliques en vue d'une meilleure identification des causes qui sont à l'origine des dégâts", a expliqué Hammoudi Habib, directeur régional de cet établissement flambant neuf. Et d'ajouter : "Le CTH, qui dispose actuellement d'un effectif de l'ordre de 116 travailleurs, est équipé d'un laboratoire lui permettant le contrôle qualitatif des matériaux et équipements utilisés pour la construction des ouvrages et installations hydrauliques. La direction régionale de Tlemcen a été créée en 1990, et couvre les wilayas d'El-Bayadh, Naama, Béchar, Saïda, Tiaret, Tissemsilt, Chlef, Tindouf et Tlemcen. La direction régionale envisage de se rapprocher davantage de ses clients par la création d'antennes dans chaque wilaya, en déléguant progressivement la gestion de certaines de ses activités". C'est donc un nouvel accueil que vont découvrir personnels des services des finances, techniques, de l'administration et des moyens et clients du

CTH de Tlemcen. Le changement est notable. «C'est vraiment un plus pour nous. Nous aurons des conditions d'accueil bien meilleures. Ce nouveau cadre de travail nous encouragera davantage à être toujours plus à l'écoute des clients», se réjouissait mardi dernier, Abdelali Abdou, chef de service de l'administration et des moyens au niveau de la direction régionale de contrôle technique de la construction hydraulique de Tlemcen.

A noter que le ministre des Ressources en eau a présidé, au cours de sa visite à Tlemcen, une rencontre régionale sur la réutilisation des eaux usées épurées dans l'agriculture, organisée au parc national à Lalla Setti, en soulignant lors de son allocution d'ouverture que "l'Algérie dispose, aujourd'hui, de 166 stations d'épuration. Ce chiffre atteindra les 200 stations d'ici la fin du programme mis en œuvre par son département, ce qui permettra d'étendre la superficie agricole irriguée du pays, qui avoisine aujourd'hui les 1.136.000 hectares".

Superficie irriguée

Extension à plus de 2 millions d'hectares à l'horizon 2020

L'extension de la superficie agricole irriguée va être portée à plus de deux millions d'hectares à l'horizon 2020 a rappelé à Tlemcen, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib. Les ressources en eaux conventionnelles potentielles sont évaluées à près de 18 milliard de mètres cubes alors que les autres non conventionnelles mobilisables à travers les stations de dessalement de l'eau de mer sont estimées à près de 1 milliard m³, a indiqué Hocine Necib à l'ouverture d'une rencontre régionale sur la réutilisation des eaux usées épurées dans l'agriculture, organisée au parc national de Tlemcen. "Néanmoins, a souligné le ministre, le segment des eaux usées épurées doit être pris en considération puisque ces volumes qui avoisinent le milliard de m³ seraient très bénéfiques pour une réutilisation dans le secteur de l'agriculture". « La superficie agricole irriguée est actuellement en Algérie de 1.136.000 ha et la décision du président de la République de la porter à 2 millions ha nécessite la mobilisation d'autres ressources hydriques. C'est dans cette optique, que l'épuration des eaux usées dans le pays a été au centre des préoccupations du secteur des ressources en eau pour de multiples raisons dont notamment la mise des volumes épurés à la disposition du secteur agricole, ce qui permet, entre autres, d'économiser les eaux superficielles et souterraines", a ajouté le ministre. Actuellement, il existe 166 stations d'épuration en Algérie et à la fin du programme, ce chiffre atteindra 200, a-t-il annoncé indiquant, dans ce sens, que Tlemcen constitue un bel exemple dans la réutilisation



des eaux usées dans l'agriculture puisque plus de 900 hectares à Hennaya sont irrigués par les eaux usées. M. Hocine Necib a, en outre souligné, que la réutilisation des eaux usées dans le secteur agricole, en plus de l'achèvement des raccordements des villes et communes au réseau des eaux provenant des stations de dessalement, permettra de destiner les eaux des barrages à l'agriculture afin d'assurer une extension des superficies agricoles et d'assurer par la même la sécurité alimentaire. Le ministre des Ressources en eau a visité, en compagnie de ses proches collaborateurs et des autorités de la wilaya de Tlemcen, le périmètre irrigué de Maghnia qui a bénéficié de travaux de réhabilitation et d'extension sur une superficie de 5.000 hectares avant de visiter la sta-

tion d'épuration d'Ain Houtz dans la daïra de Chetouane qui traite 30.000 m³/jour. Un montant estimé à 400 millions DA est nécessaire pour réhabiliter cette STEP, qui a besoin d'être dotée d'un système d'extraction des sables, d'un système d'autosurveillance, du renouvellement des équipements électromécaniques et de réhabilitation des lits de séchage qui sont inadaptes, ainsi que la rénovation de l'instrumentation pour améliorer la qualité de l'eau à la sortie, ont indiqué ses responsables. Le ministre a inauguré également le nouveau siège de la direction régionale sud-ouest de l'organisme national de contrôle technique de la construction hydraulique de Tlemcen, ainsi qu'un réservoir d'un réservoir d'une capacité de 30.000 m³ sur les hauteurs de la ville.